



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes75@orange.fr

11 février 2021

Birmanie : Coup d'État des militaires pour protéger leurs intérêts économiques et politiques

Le premier février, les militaires birmans se sont emparés du pouvoir en Birmanie renversant la dirigeante Aung San Suu Kyi sous le prétexte qu'ils contestent les résultats des législatives qui ont lieu en novembre 2020. Alors que la perte partielle¹ du pouvoir de l'armée a entraîné ce coup d'État, le Général Min Aung Hlaing décrète un état d'urgence pour un an.

Des conséquences brutales sur les libertés du peuple Myanmar, l'accès à internet a été drastiquement réduit et l'accès aux réseaux sociaux tels que Twitter, Instagram ou Facebook est devenu presque interdit.

Depuis samedi dernier, de nombreux rassemblements massifs ont eu lieu à travers le pays. *“Le mouvement de désobéissance civile”* sur Facebook comptait quelque 150 000 abonnés le 3 février. Ce mouvement a gagné l'ensemble de la Birmanie ou le Myanmar (son nouveau nom), avec d'immenses manifestations d'ampleur jamais égalées depuis 2007 et la *“révolution de Safran”* au cours desquelles des dizaines de manifestants avaient été tués par des militaires. Des dizaines de milliers de Birmans sortent dans la rue pour contester le coup d'État.

Dans ce pays à 90% Bouddhiste, les manifestants ont reçu le soutien des moines, un révélateur de l'ampleur du mouvement. De nombreuses familles affichent des autocollants rouges à leurs fenêtres en soutien au parti de l'ex-dirigeante, destituée par ce coup d'État.

Notre parti condamne fermement le coup d'État au Myanmar mené par les forces armées du pays.

En Birmanie: les militaires sont aux affaires

Le putsch du Général Min Aung Hlaing est motivé par ses intérêts économiques, il dirige dans l'ombre deux des plus grands conglomérats du pays, Myanmar Economic Corporation (MEC) et Myanmar Economic Holdings Limited (MEHL), deux groupes tentaculaires dont les activités s'étendent à presque tous les secteurs : zones portuaires, mines de jade et de rubis, immobilier, construction... Des domaines qui dépendent tout particulièrement des décisions politiques du gouvernement en matière de taxes, autorisations, licences, etc.

En retour, ces deux entreprises fournissent des fonds à l'armée. Une affaire de famille, son fils et sa fille sont eux aussi à la tête d'immenses et lucratives entreprises.

Des entreprises qui ont construit leur fortune grâce à la corruption, la Birmanie est classée parmi les pays plus corrompus, 140^e place sur 180 !

Ce général aura 65 ans en juillet, l'âge de la retraite obligatoire dans l'armée birmane, rendu vulnérable à des enquêtes sur des faits de corruption dans son pays. Il est aussi visé par des sanctions américaines. Le tribunal de La Haye a engagé des investigations sur sa responsabilité dans les crimes de guerre commis contre la minorité Rohingya. Pour conserver son immunité le général ne cachait plus ses ambitions politiques depuis un bon moment, ayant même déclaré en octobre : *«La priorité est que les élections (de novembre 2020) se déroulent avec succès. Ensuite, si la confiance est au rendez-vous, nous pourrions envisager d'entrer en politique.»*

Min Aung Hlaing ne s'en est jamais caché : *« La Tatmadaw (les forces armées birmanes) doit jouer un rôle de premier plan dans la politique nationale »*. Les résultats calamiteux aux législatives de novembre l'ont privé de cette porte de sortie.

La carrière de Min Aung Hlaing décolle en 2007, lorsqu'il se voit confier le commandement des opérations à la frontière orientale afin de réprimer la *«révolution safran»* contre la hausse du prix des carburants. En 2009, il supervise l'offensive contre l'armée insurgée de l'Alliance démocratique des nationalités du Myanmar. En 2011,

Min Aung Hlaing est propulsé à la tête de la puissante armée Birmane. En 2015 quand Madame Aung San Suu Kyi accède au pouvoir il lui montre que l'armée détient toujours les clés du pays et réprime les musulmans du Rohingyas. Article sur le site <https://www.sitecommunistes.org/archives/ch526birmanie.html>

En 2019, un rapport des Nations unies établissait un lien entre les intérêts économiques de l'armée birmane et le génocide des Rohingyas.

Des multinationales internationales qui ont des intérêts en Birmanie et traite avec les conglomérats militaires ont annoncé qu'ils cessaient leurs activités comme les deux géants japonais, Suzuki (automobile) et Kirin (bière). Du côté des entreprises françaises, Accor, Lafarge, Bouygues, ... ont d'importants intérêts dans le pays, Total déclare qu'il « *évaluait les impacts du coup d'État sur ses activités* », les profits d'abord !

Débouché stratégique pour la Chine, la Birmanie attire les investisseurs asiatiques

Mi-janvier, Wang Yi, ministre des affaires étrangères a rappelé combien les autorités chinoises étaient attachées à voir avancer leurs projets, quel que soit le contexte Birmanie : « *Les militaires veulent absolument protéger leurs intérêts économiques et politiques* » déclarait-il.

La Birmanie est, comme le Pakistan, stratégique pour Pékin², la Chine veut créer un couloir économique, le « *China Myanmar Economic Corridor* », qualifié de « *priorité parmi les priorités* » par Xi Jinping, une pièce importante des « *nouvelles routes de la soie* », ce gigantesque programme d'investissement international lancé en 2013.

La Chine entend non seulement se poser comme le principal partenaire de ce pays également voisin de l'Inde, mais aussi y réaliser des infrastructures qui lui permettront d'être directement reliée à l'océan Indien en contournant le détroit de Malacca pour ses importations d'hydrocarbures notamment. Xi Jinping a rencontré, les 17 et 18 janvier, Aung San Suu Kyi, le président Win Myint, mais aussi le chef de l'armée birmane, le Général Min Aung Hlaing pour les projets d'infrastructures ou de coopération, notamment des investissements phares : la construction d'un chemin de fer reliant le nord au centre de la Birmanie, ou celle du port en eau profonde de Kyaukphyu, situé dans l'État d'Arakan, dans l'Ouest birman, où sont commis, depuis août 2017, des crimes contre les Rohingyas et où se déroulent aussi des affrontements entre l'armée birmane et une rébellion locale.

Outre les Chinois, Singapour, la Corée du Sud, les Thaïlandais et aussi l'Inde investissent au Myanmar. Alors que la Birmanie ne se classe qu'au 19^e rang des économies d'Asie-Pacifique, (69^e mondial), tous veulent profiter de ses matières premières abondantes (pierres semi-précieuses, cuivre, or, pétrole, gaz). En outre, avec 27 % de la population âgée de moins de quatorze ans, les investisseurs peuvent compter sur une future main-d'œuvre abondante.

La population peut s'attendre à un durcissement de la répression dans les prochains jours.

Nous exprimons notre solidarité internationaliste avec le peuple souffrant du Myanmar, et nous exigeons la libération totale, immédiate et inconditionnelle des dirigeants politiques emprisonnés, le retrait de l'état d'urgence, du couvre-feu et tous les ordres mis en place par le coup d'État. Ce n'est pas du côté du parti d'Aung San Suu Kyi, qui cherche depuis longtemps des pactes avec l'armée et qui est complice du génocide des Rohingas, que la solution viendra. La mobilisation dans la rue, des travailleurs et de la jeunesse, constitue une riposte à la junte qui se met en place.

A Yangon, la capitale économique du pays, ce sont des personnels médicaux de l'hôpital général qui se sont réunis en signe de protestation et levant trois doigts à l'image des manifestants à Hong Kong où en Thaïlande. Du côté des étudiants, on a pu voir près de 3 000 manifestants, selon AFP, défiler près des universités avec des masques, des foulards et des bracelets rouges. Ils sont rejoints par des avocats et des fonctionnaires de plusieurs ministères de la capitale Birmane : Naypyidaw.

Mais surtout, ce week-end est marqué par l'arrivée dans le mouvement des ouvriers d'usine, de secteurs textile et des transports composés en partie de travailleurs jeunes et précaires et de moines, ce qui est une première depuis 14 ans. Le mouvement d'appel à la grève générale s'étend dans toutes les grandes villes du pays. À Yangon, ce sont 100 000 personnes qui se sont rassemblées devant l'hôtel de ville, où un très grand dispositif policier anti-émeute a été mis en place. À Kawthaung, la ville la plus au sud du pays, les manifestants scandent « *A bas la dictature !* ». L'AFP rapporte une forte répression avec l'utilisation de canons à eau. Du côté de la ville frontière avec la Thaïlande, Myawaddy, des heurts ont eu lieu dimanche, la police a tiré sur les manifestants avec des balles en caoutchouc.

Notre Parti soutien la lutte pour la défense du droit du peuple du Myanmar et de tous les peuples du monde, de décider librement et de s'autodéterminer pour son présent et son avenir.

La seule voie c'est celle de la lutte contre le capitalisme jusqu'à abattre ce système qui génère les conflits et entraîne l'Humanité dans une catastrophe, pour construire le socialisme une société nouvelle pour assurer la

satisfaction des besoins de tous, le développement de la société, la paix dans le monde, la coopération entre les peuples.

¹ Dans la Constitution Birmane l'armée conserve automatiquement, le contrôle de trois grands ministères (l'Intérieur, la Défense et les Frontières), ainsi qu'un quota de 25 % de parlementaires non élus.

² Article 1152 Asie : Une nouvelle union de libre-échange capitaliste